

prochain ce montant soit porté à 19.6 millions et qu'en 1968-1969, il atteigne 52.9 millions. Rien n'indique que le gouvernement soit disposé à donner suite à cette recommandation.

Jusqu'ici, on s'est contenté de nous offrir le régime de prêts aux étudiants qui ne répondra qu'à une part minime des besoins. M. Spinks a signalé que bien que les recherches scientifiques dans les universités aient augmenté, elles ne suffisent pas encore aux besoins. J'aimerais citer un ou deux paragraphes de son discours:

Il y a un besoin impérieux de doter les savants canadiens de quelques installations essentielles. Même si l'on n'estime pas que toutes les universités devraient être dotées d'installations très coûteuses dans les diverses disciplines, il importe que ces installations soient disponibles en nombre limité dans notre pays pour répondre aux besoins scientifiques des universités.

Il est de la plus haute importance de fournir le soutien minimum recommandé. Au cours des dernières années, alors que les découvertes scientifiques dans le monde ont été spectaculaires, les talents de premier ordre en matière de recherches des savants canadiens ont été sérieusement handicapés par le manque d'équipement moderne destiné à la recherche, et la science au Canada a perdu régulièrement du terrain. La compétence scientifique du Canada, essentielle à la réalisation de nos aspirations nationales, baisse sérieusement par manque d'instruments de travail.

Je pourrais consigner au compte rendu les recommandations formulées par des spécialistes nommés par les organismes compétents du gouvernement lui-même. Le ministre devrait être au courant de ces faits et, à l'heure qu'il est, il aurait sûrement dû nous donner une idée des projets du gouvernement et nous dire quel ordre de priorité il se propose d'établir à ce sujet. Pourtant, on ne nous a presque rien dévoilé jusqu'à maintenant. En décembre 1963, un groupe influent de chercheurs médicaux et de médecins a présenté au ministre des instances sur cette question. Voici quelques alinéas de leur mémoire:

Au cours de la dernière décennie, il est devenu évident que les fonds disponibles pour les recherches, médicales et biologiques effectuées dans les universités canadiennes sont loin d'être suffisants si nous désirons que nos réalisations scientifiques se maintiennent à un niveau aussi élevé que dans le passé. Le Conseil canadien de recherches médicales et d'autres organismes philanthropiques ont augmenté constamment leurs budgets, ces dernières années, mais le coût des recherches et les besoins d'un nombre de plus en plus grand de chercheurs se sont accrus plus rapidement et l'argent fait défaut. Conséquemment, nombre de jeunes et brillants chercheurs sont en quête de travail ailleurs, aux États-Unis surtout, car ils ne trouvent pas les moyens de continuer leurs recherches au Canada. Cette perte est ressentie, non seulement dans l'organisation des groupes de recherche existants, mais aussi dans la formation de futurs hommes de science, qui sont privés de rapport avec un grand nombre des meilleurs esprits créateurs au Canada. On peut percevoir que l'épuisement continué des talents de notre pays aura un effet néfaste sur la qualité de la formation en matière de recherche

et sur l'enseignement dans les prochaines années, quand l'agrandissement des universités sera rendu nécessaire par l'affluence croissante d'étudiants.

Il me semble que si nous adoptons ce bill— et je présume que nous l'adopterons, parce que la grande majorité des députés a signifié son intention de l'appuyer— nous n'aurons fait que débiter pour mettre fin aux difficultés, et débiter petitement dans la mise à exécution des promesses faites par le gouvernement actuel à la population du Canada. J'espère que le gouvernement actuel ne prendra pas autant de temps à remplir les promesses qu'il a faites au sujet de l'enseignement universitaire alors qu'il était dans l'opposition que celles qu'il a faites au cours du congrès libéral de 1919 qui portait M. Mackenzie King à la tête du parti. Les Canadiens ont entendu bien des promesses de la bouche des libéraux dans le passé. J'ose croire qu'ils surveilleront le gouvernement de près, pour s'assurer que les promesses faites en matière d'enseignement seront remplies beaucoup plus rapidement que la présente législature ne semble indiquer.

M. Joseph Slogan (Springfield): Comme beaucoup d'autres préopinants, je tiens à déclarer que j'appuierai la mesure visant à accorder des prêts sans intérêt aux étudiants. Je suis heureux de voir que le gouvernement a finalement jugé à propos de présenter cette mesure après tout l'encouragement qu'il a reçu de la part de l'opposition. J'espère qu'elle sera adoptée assez tôt pour que les étudiants d'universités en profitent dès l'automne prochain.

Comme bien d'autres membres de la Chambre qui viennent de milieux modestes, j'ai dû compter sur des bourses d'études et des bourses d'entretien quand j'étais à l'université. Je comprends les sacrifices consentis par mes parents pour me donner de l'instruction, eux qui n'avaient pas eu le privilège de l'acquérir. Dans ma région, j'ai été l'un des premiers à fréquenter l'université et à ce titre, je comprends les misères qui ont empêché beaucoup de nos jeunes talents de poursuivre des études plus avancées. C'est pourquoi nous sommes heureux de cette mesure concernant les prêts. Elle aidera sensiblement des milliers de jeunes à poursuivre sans interruption leurs études universitaires.

L'instruction est aujourd'hui la clef qui ouvre bien des portes. Elle forme la personnalité et multiplie les perspectives. Elle efface les préjugés et élargit nos horizons. Ce n'est pas en ouvrant les portes des universités que nous résoudrons tous les problèmes. Un axiome dit qu'on peut mener un enfant au collège,